

*Discours de M. Tomasz ORLOWSKI*  
*Ambassadeur de Pologne en France*

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

Je remplace aujourd'hui le Vice-ministre de la Défense polonais, Stanislaw J. Komorowski, pour vous présenter le point de vue de la Pologne, membre de l'Alliance depuis dix ans.

Le climat des deux côtés de l'Atlantique a vraiment changé. Il nous semble aujourd'hui plus facile de réfléchir aux solutions mutuellement favorables. Les États-Unis semblent vouloir développer et renforcer leur partenariat avec l'Europe. L'Europe, de son côté, est plus ouverte, plus prête à accepter le point de vue américain dans le domaine de la sécurité. Ce changement de climat est un moment privilégié pour relancer nos relations transatlantiques et pour en éliminer tout ce qui nous empêche d'aller plus vite. Je développerai mon propos à ce sujet en cinq points.

Le premier est que nous saluons la décision du président de la République de retour de la France dans la structure intégrée de l'Alliance. Nous avons en effet besoin de la France dans l'OTAN. L'Alliance ne pourrait jamais être celle de nos ambitions si la France n'y était pas entièrement, créant une fausse impression qu'il existe une distance entre elle et les autres États membres. La question cruciale n'est pourtant pas militaire : elle est bien politique. La France a su bien gérer sa contribution militaire à l'OTAN en restant en dehors de sa structure de commandement et de planification. En revanche, cette situation, ce statut particulier pouvait donner la fausse idée d'un manque de solidarité et de cohésion dans l'Alliance.

Deuxièmement, nous devons développer la coopération entre l'OTAN et l'Union européenne. L'Afghanistan et le Kosovo ont bien montré que nous devons faire usage non

seulement des mécanismes de Berlin +, mais aller beaucoup plus loin aussi bien dans la planification que dans la coopération sur le terrain. Ceci représente le vrai cœur, mais aussi le talon d'Achille de nos capacités à gérer les crises. Si nous ne parvenons pas à débloquer la situation, cela se fera aux dépens non seulement de l'OTAN et de l'Union européenne, mais également aux dépens de nous-mêmes, de toute notre communauté euro-atlantique. La difficulté réside dans le fait que la solution est l'otage de notre processus. Il nous fait donc trouver une réponse appropriée à la position de la Turquie.

Troisièmement : l'Afghanistan. L'engagement pris il y a quelques années par l'Alliance doit être poursuivi pour être couronné de succès. Il existe en effet une forte attente du peuple afghan de vivre en sécurité dans un État stable. Il y a ensuite notre besoin de sécurité, la capacité d'affronter les nouveaux risques et défis qui pourraient un jour nous surprendre en frappant directement à nos portes. Les résultats de notre mission devraient démontrer la capacité de l'OTAN à affronter ces menaces loin de nos frontières, de générer les forces indispensables et de savoir combiner l'effort militaire à celui d'une présence civile. La mission en Afghanistan doit également montrer le niveau de la solidarité entre les Alliés et notre capacité à partager les coûts de l'opération. Pour ces raisons, la Pologne considère son engagement dans l'ISAF avec beaucoup de sérieux. Nous avons concentré notre contingent de mille six cents soldats dans une seule province, Ghazni, pour optimiser nos efforts. Nous sommes maintenant en train d'augmenter la proportion des troupes d'assaut pour mieux assurer la mission très complexe de combattre les Taliban afghans. ■■■

■■■ Quatrièmement : la défense collective. Il y a un réel besoin de bâtir un consensus large et profond sur le maintien de l'équilibre entre la défense collective et les nouvelles missions de l'OTAN. Nous n'avons pas de doute sur le fait que, dans un avenir proche, l'Alliance sera surtout confrontée à des défis du type de celui de l'Afghanistan. Mais en même temps, l'Alliance doit garder la capacité de défendre ses propres membres, sachant que les anciennes menaces n'ont pas entièrement disparu. Il est pour nous évident que le maintien de l'importance de la défense collective n'affaiblira pas l'intensité de notre engagement dans les missions hors zone, souvent dans des régions très éloignées de l'Europe. Il suffit pour cela de renforcer les mécanismes déjà existants, notamment les exercices et la planification opérationnelle. N'oublions pas que notre Alliance aura le soutien de nos opinions publiques pour des actions menées à l'étranger, comme l'Afghanistan, si elle peut confirmer en même temps son engagement en faveur de notre propre sécurité.

Cinquièmement : la Russie. Il est vraiment capital d'être clair sur la façon dont nous pouvons accueillir les défis et les opportunités que présente pour nous la Russie. Il n'y a pas de doute sur le fait que la Russie puisse être un partenaire réellement important. Il existe plusieurs champs de coopérations sur lesquels nous avons besoin de l'assistance de la Russie, dont l'Afghanistan représente le meilleur exemple. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas isoler la Russie, mais au contraire développer la coopération avec elle. On ne peut pas, en revanche, faire abstraction de certains développements négatifs qui pourraient apparaître dans nos relations. Nous devons en parler avec nos partenaires russes en toute franchise. Nous devons également être plus actifs, favorisant de nouvelles initiatives spécifiques, dont l'intérêt serait de stimuler une évolution positive dans nos relations avec la Russie.

*Last, but not least* : l'Ukraine et la Géorgie. Notre position, arrêtée au sommet de Bucarest, et confirmée par les ministres des Affaires étrangères en décembre dernier, doit être respectée. Nous devons assister ces pays dans leur évolution et leur préparation, leur éventuelle future adhésion à l'OTAN dépendant de leur volonté, de leur niveau de

préparation et de notre disponibilité consensuelle à les y accepter. Je vous remercie de votre attention. ■

[WWW.FRSTRATEGIE.ORG](http://WWW.FRSTRATEGIE.ORG)